



Numéro PPQ/6941

jeudi 16 octobre 2014

Les grands titres:

- Les États membres de l'ONU élisent cinq membres non-permanents du Conseil de sécurité
- Ban Ki-moon : « Ebola peut être vaincu si nous travaillons ensemble efficacement »
- Le manque de fonds menace la capacité du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à remplir sa mission - Zeid
- L'agriculture familiale en première ligne pour éradiquer la faim, selon la FAO
- L'Envoyé de l'ONU pour la Syrie inquiet pour la stabilité du Liban
- Darfour : l'ONU condamne le meurtre de trois soldats de la paix
- Sierra Leone : des rescapés d'Ebola vont se joindre à la lutte contre l'épidémie - UNICEF
- Madagascar : l'ONU rejette la remise en cause de la légitimité des institutions par l'ex-Président Ravalomanana

Les États membres de l'ONU élisent cinq membres non-permanents du Conseil de sécurité



16 octobre - Lors d'une réunion jeudi à l'Assemblée générale, les 193 États membres des Nations Unies ont élu l'Angola, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Venezuela et l'Espagne pour siéger au Conseil de sécurité pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2015.

L'Angola, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande et le Venezuela ont été élus dès le premier tour, tandis que l'Espagne a été élue après plusieurs tours pour la départager de la Turquie, qui était également candidate.

Les cinq sièges disponibles pour cette élection étaient répartis entre les groupes régionaux, dont un siège pour le groupe de l'Afrique (actuellement occupé par le Rwanda), un siège pour le groupe de l'Asie-Pacifique (actuellement occupé par la République de Corée), un siège pour le groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (actuellement occupé par l'Argentine) et deux sièges pour le groupe de l'Europe occidentale et autres États (actuellement occupés par l'Australie et le Luxembourg).

Les cinq membres permanents du Conseil, qui exercent chacun un droit de veto, sont la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis. La Lituanie, le Tchad, le Chili, la Jordanie et le Nigéria maintiendront leurs sièges non permanents au Conseil jusqu'à la fin de 2015.

En vertu de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix et la sécurité internationales. Chacun des membres du Conseil dispose d'une voix. En vertu de la Charte, tous les États membres de l'ONU sont tenus de se conformer aux décisions du Conseil.

Le Conseil de sécurité est également chargé de déterminer l'existence d'une menace contre la paix et de réagir à un acte d'agression. Il est aussi chargé de trouver des moyens pacifiques pour régler un conflit ou une dispute entre les États. Dans certains cas, le Conseil de sécurité peut recourir à l'imposition de sanctions ou même autoriser l'usage de la force pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.



Le Conseil de sécurité recommande également à l'Assemblée générale la nomination du Secrétaire général et de l'admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil et l'Assemblée générale, élisent ensemble les juges de la Cour internationale de Justice.

Ban Ki-moon : « Ebola peut être vaincu si nous travaillons ensemble efficacement »



16 octobre - Alors que le Conseil de sécurité a dénoncé l'incapacité de la communauté internationale à lutter de manière adéquate contre Ebola, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a affirmé jeudi que la maladie pouvait être vaincue si le monde travaillait ensemble de manière efficace.

« Ebola est un problème mondial énorme et urgent qui exige une réponse mondiale énorme et urgente », a dit M. Ban lors d'un point de presse au siège des Nations Unies à New York.

« Les peuples et les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest font preuve d'une résilience importante, mais ils ont demandé notre aide ».

Le chef de l'ONU a rappelé que des dizaines de pays ont manifesté leur solidarité. « Mais nous avons besoin de traduire les promesses en action. Nous avons besoin de plus de médecins, d'infirmières, d'équipements, de centres de traitement et de capacités d'évacuation sanitaire. Je lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse 1 milliard de dollars qui nous permettra d'atteindre notre objectif de réduire le taux de transmission d'ici le 1er décembre », a-t-il expliqué.

M. Ban a souligné que le système des Nations Unies s'est mobilisé pour répondre à cette tâche monumentale et que la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE) avait été créée.

« Ebola peut être vaincu si nous travaillons ensemble efficacement. Nous avons tous la responsabilité d'agir », a déclaré le chef de l'ONU.

Il a salué le courage du personnel médical et de soutien travaillant en première ligne. Il a offert ses condoléances à la famille de Mohammed Abdelfadil Bashir, un technicien de laboratoire et « membre de la famille des Nations Unies » originaire du Soudan qui est décédé cette semaine du virus Ebola. Il s'agissait de la deuxième personne de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) à succomber à cette maladie.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre total de cas d'Ebola s'élève actuellement à 8.997 dans sept pays (Guinée, Libéria, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Espagne et Etats-Unis) et le nombre de décès à 4.493.

Le manque de fonds menace la capacité du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à remplir sa mission - Zeid



16 octobre - Lors de sa première conférence de presse six semaines après avoir pris ses fonctions, le nouveau Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé jeudi sa consternation face aux problèmes de financement de son bureau à un moment où il a jamais été aussi sollicité pour faire face aux nombreuses violations des droits de l'homme dans le monde.

« Six semaines après avoir pris mes fonctions, je suis déjà contraint d'envisager des coupures budgétaires, à cause de notre situation financière actuelle à un moment où les capacités de nos opérations sont à un point de rupture dans un monde où les crises de plus en plus dangereuses semblent se succéder », a déclaré M. Zeid devant les journalistes à Genève.

Pour le chef du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), la lutte contre les deux crises majeures du monde actuellement, dont l'épidémie de l'Ebola en Afrique de l'Ouest et la menace de « Daech », le nom arabe du groupe l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), ainsi que le plus grand nombre de personnes déplacées dans le monde depuis la seconde guerre mondiale nécessite des ressources adéquates. Sinon, cela équivaut à « faire face à un déluge avec un bateau et un seau ».

« Pour 2014 et 2015, le HCDH a reçu seulement 87 millions de dollars par an - une petite fraction des fonds du budget ordinaire réservé aux piliers de la sécurité et la paix et du développement. Les personnes vivant en Suisse, le pays hôte de notre siège, ont consacré plus de 10 fois ce montant pour acheter du chocolat l'an dernier », a rappelé M. Zeid, en ajoutant que le HCDH reçoit environ 3% du budget régulier de l'ONU, ce qui couvre près d'un tiers des dépenses. Le reste doit être financé par des contributions volontaires.

Le Haut-Commissaire a expliqué que de plus en plus de ressources sont utilisées à soutenir les activités du Conseil des droits de l'homme, qui est de plus en plus actif, ainsi que les Commissions d'enquête et de mission d'établissement des faits établies par le Conseil de sécurité ou le Conseil des droits de l'homme pour des situations de crise.

« Actuellement, il n'y en a pas moins de six en cours, avec une septième qui pourrait être établie prochainement. Avant 2013, il était rare d'en avoir deux en cours simultanément », a rappelé M. Zeid en soulignant que son bureau se réjouit de ses tâches supplémentaires, qui sont une illustration de l'importance grandissante accordée aux questions des droits de l'homme, mais cela nécessite également des fonds supplémentaires. Selon les estimations, le HCDH aura un déficit de 25 millions de dollars cette année.

La résolution du problème de financement est une priorité absolue pour le HCDH, qui a déjà rationalisé l'administration, adopté une gestion axée sur les résultats et au bord de la limite de ses capacités.

« Nous rationalisons le travail tant que possible et la qualité de nos services est désormais menacée. Il devient de plus en plus probable que nous serons contraints de décliner les demandes d'assistance technique des Etats. Il s'agit notamment de programmes visant à aider à réformer les services de sécurité et de police pour les former au respect des droits de l'homme et pour lutter contre la torture. Nous risquons également d'avoir à refuser des demandes d'assistance de réformes juridiques, notamment pour réformer des lois injustes et discriminatoires », a prévenu M. Zeid.

Le Haut-Commissaire a affirmé que le plus souvent les grandes crises humanitaires ou politiques qui engendrent des vagues de déplacement sont causées par des problèmes de non-respect des droits de l'homme, dont le droit au développement qui comprend les droits économiques, sociaux, civiques et politiques.

« Nous ne demandons pas beaucoup. Et certains gouvernements - en fait la plupart - des plus grandes puissances économiques consacrent très peu au système international de protection des droits de l'homme, bien qu'ils se vantent souvent de la place qu'ils accordent aux droits de l'homme dans leur politique étrangère », a déclaré M. Zeid.

« Ce sont les Etats qui ont créés le HCDH. Ce sont eux qui ont créé le système international des droits de l'homme et ce sont eux qui devraient assurer que nous disposons des ressources nécessaires pour accomplir notre mandat », a-t-il ajouté.

M. Zeid a prévenu que si le HCDH n'est pas en mesure d'envoyer des membres du personnel sur le terrain pour surveiller, informer, donner des formations et sensibiliser, le coût à payer pourrait être bien plus élevé sur le long terme, puisque ce travail s'inscrit dans la prévention des crises.

L'agriculture familiale en première ligne pour éradiquer la faim, selon la FAO



16 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation qui est célébrée le 16 octobre, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) préconise de transformer le demi-milliard d'exploitations agricoles familiales en agents de changement pour assurer la sécurité alimentaire et éradiquer la faim.

Sur les 570 millions d'exploitations agricoles dans le monde neuf sur dix sont gérées par des familles. Les exploitations agricoles familiales produisent environ 80% des denrées alimentaires mondiales.

Du fait de leur prévalence et de leur production, elles « sont vitales pour la solution du problème de la faim » qui afflige plus de 800 millions de personnes dans le monde, écrit le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, dans l'avant-propos d'un nouveau rapport intitulé « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014 ».

L'agriculture familiale est également la gardienne d'environ 75% des ressources agricoles mondiales. Elle est de ce fait essentielle à la durabilité écologique et la conservation des ressources naturelles. Dans le même temps, elle est parmi les plus vulnérables à l'impact de l'épuisement de ces mêmes ressources et aux effets pervers du changement climatique.

Les exploitants d'entreprises familiales « sont la clef de voûte d'une agriculture durable et profitant à tous, et des systèmes alimentaires », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans un message pour cette journée.

« Les petits exploitants contribuent de manière essentielle à la marche en avant du progrès mondial mais sont défavorisés en ce qui concerne l'accès à la technologie, aux services et aux marchés. En outre, ils subissent de plein fouet les phénomènes météorologiques extrêmes, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement », a-t-il ajouté. « Il faut assurer l'égalité d'accès aux ressources productives, en particulier aux femmes, pour donner aux 500 millions de petits exploitants les moyens de contribuer à l'élimination de la pauvreté et à la préservation de l'environnement. »

Selon le rapport de la FAO, bien que les chiffres montrent des rendements impressionnants sur les terres gérées par les exploitations agricoles familiales, beaucoup de fermes de petite taille sont incapables de produire suffisamment pour assurer une vie décente aux familles qui en tirent leurs moyens d'existence.

Les exploitations agricoles familiales sont donc confrontées à trois défis: accroître leur production pour couvrir les besoins du monde en termes de sécurité alimentaire et de nutrition; assurer la durabilité de l'environnement pour protéger la planète et maintenir leurs propres capacités productives; et améliorer leur productivité tout en diversifiant les moyens d'existence pour échapper à la faim et à la pauvreté.

« Dans tous les cas, les exploitants familiaux doivent être les protagonistes de l'innovation car c'est seulement ainsi qu'ils peuvent assumer la responsabilité du processus et garantir que les solutions répondent à leurs besoins. L'agriculture familiale est une composante clé des systèmes alimentaires sains dont nous avons besoin pour conduire une vie plus saine », a déclaré José Graziano da Silva.

Pour relever tous ces défis, les exploitations agricoles doivent s'ouvrir à l'innovation, selon le rapport qui invite le secteur public, en concertation avec les agriculteurs, les organisations de la société civile et le secteur privé, à améliorer les systèmes d'innovation dans l'agriculture. Dans cette perspective, tous les acteurs et institutions concernés doivent aider les agriculteurs à élaborer et adopter des méthodes de travail plus adaptées à la complexité grandissante du monde d'aujourd'hui.

La capacité d'innovation doit être encouragée à tous les niveaux avec des incitations aux agriculteurs, aux chercheurs et aux prestataires de services de conseil et il convient aussi d'intégrer les chaînes de valeur pour l'interaction et la création de réseaux et de partenariats de partage de l'information, selon le rapport.

Les décideurs doivent tenir compte de la diversité des exploitations agricoles familiales en termes de taille, de technologies utilisées, d'intégration aux marchés et de conditions écologiques et socio-économiques, une diversité qui se traduit par des besoins différents au regard de l'innovation.

Quoi qu'il en soit, toutes les exploitations ont besoin d'une meilleure gouvernance, de stabilité macroéconomique et d'infrastructures de marché physiques et institutionnelles. A ces éléments, il convient d'ajouter l'éducation et la recherche agricole de base, toujours selon le rapport.

Des investissements publics accrus dans la recherche et les services de conseil et de vulgarisation – lesquels devraient être plus participatifs lors de leur conception – sont requis pour mettre en valeur l'intensification durable et combler les écarts de productivité de la main-d'œuvre qui caractérisent le secteur agricole dans beaucoup de pays en développement.

Bien que la recherche agricole privée soit en expansion, les investissements du secteur public demeurent indispensables pour financer la recherche dans des domaines de peu d'intérêt pour le secteur privé, notamment la recherche fondamentale, les cultures orphelines et les pratiques de production durables.

L'Envoyé de l'ONU pour la Syrie inquiet pour la stabilité du Liban



16 octobre - L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, a exprimé jeudi à Beyrouth son inquiétude concernant la stabilité du Liban, en raison du conflit qui perdure en Syrie.

« La communauté internationale est très préoccupée par la stabilité du Liban qui paie un lourd tribut à cause du conflit actuel en Syrie », a dit M. Mistura lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre libanais, Tamam Salam.

L'Envoyé de l'ONU a rappelé que la communauté internationale restait aux côtés du Liban. « Nous sommes pleinement conscients du prix que le Liban et les Libanais paient et ont payé pendant cette période », a-t-il dit. « Nous sommes persuadés qu'avec la communauté internationale le Liban sera une nouvelle fois en mesure de surmonter ce moment. La stabilité du Liban est importante pour la région et la communauté internationale. »

Selon M. Mistura, « cela veut dire qu'il faudrait que l'environnement politique libanais se stabilise car plus le Liban sera fort plus il lui sera facile d'affronter une période cruciale » en Syrie.

L'Envoyé de l'ONU a indiqué qu'il se rendrait à Téhéran, en Iran, puis en Turquie et dans d'autres pays de la région. Il compte également se rendre à New York.

Il a dit qu'il prévoyait de se rendre à Moscou. « Parce que nous sommes encore dans la situation de comprendre ce qui a changé dans la région quand il s'agit de concevoir comment répondre au conflit en Syrie grâce à un processus politique alors que de nouveaux facteurs sont apparus dans la région, en particulier Daech (EIIL) », a-t-il expliqué.

Darfour : l'ONU condamne le meurtre de trois soldats de la paix



16 octobre - L'Opération de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) a indiqué jeudi que trois membres éthiopiens de son personnel militaire ont été tués lors d'une attaque aujourd'hui à Korma, dans le Nord-Darfour, au Soudan.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a fermement condamné cette attaque meurtrière. Il a noté que le mois d'octobre a été particulièrement sanglant pour les missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Des enfants au Darfour, au Soudan.

Photo MINUAD/Albert Gonzalez Farran

« Au Darfour, au Mali et en République centrafricaine, nous avons perdu 14 Casques bleus dans des attaques, ce qui correspond à presque un Casque bleu tué par jour », a affirmé M. Ban lors d'un point de presse. « Cela montre l'environnement particulièrement difficile dans lequel travaillent les Casques bleus. Les Casques bleus doivent pouvoir accomplir leurs missions sans interférence ».

Il a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes et au gouvernement d'Ethiopie.

Les soldats de la paix ont été attaqués par des hommes armés non-identifiés lors d'une patrouille pour protéger un point d'eau. Deux soldats de la paix ont été tués sur le champ et le troisième a succombé à ses blessures plus tard dans la capitale soudanaise Khartoum. Les assaillants se sont emparés d'un véhicule de la MINUAD et ont pris la fuite.

« Cela nous rappelle le prix élevé de l'absence de paix. Les membres du personnel de la MINUAD ont perdu la vie alors qu'ils tentaient de rétablir la paix pour la population du Darfour », a déclaré le Représentant spécial conjoint par intérim de la MINUAD, Abidoun Bashua, dans un communiqué de presse.

Il a appelé le gouvernement du Soudan à agir rapidement pour assurer que les auteurs de l'attaque soient traduits en justice. « Une attaque contre des soldats de la paix constitue un crime de guerre selon le droit pénal international », a-t-il rappelé.

61 soldats de la paix ont été tués depuis le début de la mission conjointe au Darfour en décembre 2007.

Sierra Leone : des rescapés d'Ebola vont se joindre à la lutte contre l'épidémie – UNICEF



16 octobre - Trente-cinq rescapés du virus Ebola se sont réunis cette semaine à Kenema, l'un des épicentres de l'épidémie en Sierra Leone, afin de partager leur expérience d'Ebola, apprendre comment faire face à ses conséquences psychologiques, et trouver des moyens d'aider les membres de la communauté infectés, a indiqué le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Organisée par le Ministère de la protection sociale, du genre et de l'enfance, avec l'appui de l'UNICEF, des Centers for Disease Control des Etats-Unis et d'autres partenaires, cette rencontre est la première d'une série d'événements similaires prévus au cours des prochains mois, dans le cadre de l'intervention face à Ebola, pour recruter les personnes qui ont survécu à cette maladie mortelle et sont immunisées maintenant contre le virus.

À Kenema, les rescapés du virus qui participent à la réunion ont pu écouter des spécialistes sur la façon de surmonter les traumatismes et la stigmatisation imputables au virus Ebola. Les professionnels de la santé leur ont également donné les connaissances dont ils ont besoin pour aider les agents de santé et de la communauté à dispenser des soins aux personnes placées en quarantaine dans les communautés et dans les centres de traitement.

« Une des principales difficultés, pour les parents, les agents de santé et nombre d'entre nous, consiste à s'occuper d'enfants qui ont été touchés ou infectés par le virus Ebola sans mettre en danger les gens qui s'occupent d'eux », a rappelé le Représentant de l'UNICEF en Sierra Leone, Roeland Monasch. « Une façon créative de résoudre ce problème consiste à travailler avec les rescapés du virus Ebola qui peuvent apporter à ces enfants l'amour, les soins et l'attention dont ils ont tellement besoin. »

Dans le climat de peur actuel, les personnes qui ont été exposées au virus Ebola et qui y ont survécu, sont souvent rejetées par leurs communautés. Une récente enquête de l'UNICEF menée auprès de 1.400 ménages dans tout le pays a révélé que les victimes d'Ebola sont confrontées à des niveaux élevés de stigmatisation, humiliation et discrimination dans leurs communautés, ce qui compromet leur capacité à reconstruire leur vie. Les enfants sont particulièrement vulnérables, surtout quand leurs parents ou eux-mêmes doivent être isolés pour le traitement.

Environ 96% des ménages de l'étude ont reconnu qu'ils adoptaient des attitudes discriminatoire à l'égard des personnes infectées, ou présumées infectées, par le virus Ebola et 76% ont affirmé qu'ils n'accueilleraient pas le retour d'une personne qui avait été infectée par le virus, même si cette personne était rétablie.

L'UNICEF prévoit de former des survivants d'Ebola au cours de réunions similaires à travers tout le pays lors des 6 prochains mois. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 650 adultes ont survécu à Ebola depuis le début de l'épidémie en Sierra Leone.

Madagascar : l'ONU rejette la remise en cause de la légitimité des institutions par l'ex-Président Ravalomanana



Un rassemblement politique à Madagascar en 2009. Photo: IRIN

16 octobre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a pris acte du retour à Madagascar de l'ancien Président Marc Ravalomanana le 13 octobre et a rejeté les propos remettant en cause la légitimité des institutions issues des récentes élections, que M. Ravalomanana a tenus lors de sa conférence de presse.

« Le Secrétaire général insiste sur l'obligation de respecter le gouvernement démocratiquement élu et l'état de droit », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général appelle tous les acteurs politiques et toutes les parties prenantes à continuer à travailler ensemble en

vue d'un processus de réconciliation nationale inclusif, la mise en œuvre intégrale de la Feuille de route de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), le renforcement de la gouvernance démocratique et la reprise économique pour le bien de tous les Malgaches », a-t-il ajouté.

Selon la presse, Marc Ravalomanana est revenu à Madagascar après plusieurs années d'exil en Afrique du Sud. Il a été condamné aux travaux forcés à perpétuité par contumace pour la mort d'une trentaine de manifestants abattus devant le palais présidentiel en 2009.